l'étincelle
Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire

« Travailleurs de tous les pays, unissons-nous ! » (Karl Marx)

CHS Novillars

Besançon, le 23/05/2022

Flambée des prix, explosion des profits, notre colère est sans bornes !

Le suspens entretenu autour du remaniement ministériel n'aura intéressé presque personne. Élisabeth Borne est certes femme et Première ministre mais son parcours, son équipe et ses idées ne sont pas de première fraîcheur. Capitaine zélée de la bourgeoisie, classée à gauche pour avoir respiré le même air que le socialiste Jospin, sa spécialité c'est la régression sociale. La réforme de la SNCF c'est elle, la RATP aussi. Mais elle sait aussi jouer de la flûte comme l'atteste son passage invisible au ministère de la Transition écologique. Et son équipe ? Côté « transition énergétique », une fille de magnat du pétrole ayant déjà sévi au ministère de l'Industrie, cela promet ; par ailleurs, des habitués de l'argent facile, un autre qui n'entend pas quand une femme lui dit non, et puis des politiciens de droite sans date de péremption. Et au milieu de cette liste de vainqueurs sans qualités, un ministre de l'Éducation, Pap Ndiaye, qui sert juste de caution et hélas de défouloir pour l'extrême droite. Quant au programme, on peut juste dire qu'avec ceux-là le passé ne peut pas être pire que l'avenir !

Une inflation mondiale

Un cirque gouvernemental minuscule, bien loin des problèmes dans lesquels une majorité de familles des milieux populaires se débattent. L'Organisation internationale du travail estime qu'à l'échelle mondiale les prix montent de 9,2 %. Et si l'Argentine a vu une inflation sur un an de 58 %, la Turquie de 70 %, l'Iran a vu le prix de la farine augmenter de 500 %.

L'Europe n'est pas en reste, on le constate toutes et tous, puisque les experts annoncent une progression à deux chiffres, 10 % minimum cette année. En même temps, la spéculation bat son plein sur les céréales, le pétrole, les armes, et pas seulement. On assiste, et ce n'est pas nouveau, à un braquage en plein jour puisque depuis la pandémie, selon une étude d'Oxfam, le monde compte un milliardaire de plus toutes les 26 heures et un mort en raison de la misère toutes les quatre secondes.

Leurs calculs, nos choix

Leur société ne marche pas, leur économie non plus, et ils voudraient qu'on paie la note ? Près de 120 centres hospitaliers du pays sont dans l'impossibilité de fonctionner normalement, le personnel exsangue exige des embauches. Ailleurs, dans le tourisme, on fait venir de Tunisie des travailleurs pour les payer une misère avec des horaires scandaleux. La presse nous annonce une baisse du chômage, mais nous constatons tous une hausse de la pauvreté, des retraites de misère, des allocations minables. Pourtant, ici et là, des hommes et des femmes, souvent dans des entreprises prestataires, des boîtes de transport, de nettoyage, dans l'agroalimentaire, se battent pour des hausses de salaire. Et parfois gagnent. C'est la voie à suivre, qui gagnerait en force si ces luttes étaient coordonnées, animées et dirigées par la base, avec des objectifs communs. Qu'y gagnerons-nous ? D'abord la dignité, l'envie de se faire respecter ensemble et unis. Et puis aussi la conscience de notre force.

Préparer la fin du saccage social

Les prix montent et les salaires sont bloqués, la catastrophe est là, alors quelles solutions ? Obtenir des primes ? Cela ne dure qu'un temps. Baisser les taxes ? Ça déplace le problème sans le résoudre avec des pirouettes fiscales. Des lois ? Les bourgeois s'en moquent. Non, en premier lieu, il faudrait imposer par la lutte que chacun puisse vivre décemment, et pour, toutes et tous autant que nous sommes, travailler moins, et autrement.

Vaste programme, mais nous n'avons pas le choix. Dans l'urgence, il faudrait imposer le blocage des prix des produits de première nécessité, des loyers, l'augmentation automatique et immédiate des salaires et allocations en fonction de l'inflation. Et pour cela les travailleurs et la population organisée devraient mettre le nez dans ce qu'on nous cache, en assurant la transparence et la surveillance permanente de l'économie au service du plus grand nombre.

Et s'il faut renverser la table pour être entendus, pas de souci : les prix montent, notre colère aussi, ils ont des millions, mais nous sommes des millions.

Après le CMP, le Colombier

Au CMP, nos collègues ont exprimé leur mécontentement vis-à-vis de la direction. Une très bonne idée que nous avons suivie au Colombier. La direction n'a aucune idée du travail réalisé dans ces structures ni des difficultés qu'elles rencontrent déjà. Elle affiche un mépris total vis-à-vis de ceux qui y sont en estimant que l'on peut diminuer les agents sans que cela n'affecte la prise en charge des patients.

Situation compliquée au Colombier

Notre collègue est partie en retraite cette semaine et ne sera remplacée qu'en… septembre. Pendant trois mois, nous allons devoir travailler à deux de façon décalée. Si nous voulons maintenir nos activités, cela veut dire que certains jours, nous serons seules pendant dix heures consécutives avec entre dix et quinze patients. Des conditions de travail dégradées dont visiblement la direction se fiche pas mal.

Pénurie grave au CHN

Le manque de personnel est alarmant. Dans les unités, après une année difficile, nous ne savons toujours pas si nous aurons nos congés d'été. Cette pénurie a été organisée pendant des années par les gouvernements successifs en diminuant de façon drastique les moyens mis à disposition des hôpitaux.

Les conditions de travail sont telles que de nombreux professionnels partent ou ne veulent pas travailler dans les hôpitaux. Et ce n'est pas le nouveau gouvernement qui y changera quelque chose.

Été difficile

Dans certains pavillons, nous n'avons pas pu avoir nos congés. Si bien que nous ne pourrons pas partir avec notre conjoint cet été. La situation est encore plus tendue pour nous, ASH. L'an dernier nous avions déjà dû accepter de prendre nos vacances de façon hachée, ça recommence.

T'as un ticket !

Désormais, pour pouvoir joindre le service informatique, il faudra faire comme à la boucherie du super U : envoyez un mail, on vous donnera un ticket et attendez votre tour. C'est à ce genre de détails qu'on peut mesurer à quel point le CHN va bien.

Une gestion pas très sérieuse

Il y a quelques semaines, la direction faisait passer une note de service sur l'embauche des enfants du personnel cet été. Elle limitait celle-ci à un enfant par foyer et un mois sur deux. Oui mais voilà, il n'y a personne pour le mois d'août et donc nous avons eu droit à une autre note nous disant que si nous connaissons du monde pour venir en août…

Ça s'appelle de la gestion à la louche.

Pour une augmentation conséquente

Le gouvernement parle de revaloriser le point d'indice des fonctionnaires, mais se garde bien pour l'instant de dire de combien. Voilà des années que celui-ci est bloqué et cela malgré l'inflation qui fait fondre notre pouvoir d'achat. Pour les catégories C, c'est encore plus difficile, car, avec la valeur actuelle du pont d'indice, la paie stagne au smic voire parfois en dessous.

Mais pour une vraie augmentation il faudrait que nous montrions notre colère. Les revenus en baisse touchent toute la population, nous pourrions être nombreux dans la rue et faire reculer ce gouvernement.

Situation de crise à l'hôpital

La direction a organisé une réunion de crise vendredi. En effet, les pavillons d'admission sont pleins, 23 patients au lieu de 21. Les UP débordent mais ne peuvent plus hospitaliser faute de place et les hôpitaux d'autres régions gardent des patients qui relèvent du CHN. Eh oui, on ne peut pas avoir fermé un lit sur deux depuis dix ans et assurer un service de qualité.

Des infirmiers marseillais contraints de rembourser les primes Covid

En pleine épidémie, en décembre 2021, le ministre de la Santé, Olivier Véran, annonçait que les heures supplémentaires des infirmiers, sages-femmes et paramédicaux seraient payées double. Mais dans la cité phocéenne, ça ne s'est pas tout à fait passé comme prévu. Selon la direction des Hôpitaux de Marseille, ces agents n'auraient jamais été éligibles au doublement des heures supplémentaires sur leurs périodes d'astreintes.

Les sommes versées – qui varient entre 900 euros et 2 400 euros – doivent donc être restituées. Et certains infirmiers ont déjà vu leur paye d'avril amputée de plusieurs centaines d'euros.

Pour nous écrire ou prendre contact, e-mail : etincelle25@free.fr
Notre site internet : https://www.convergencesrevolutionnaires.org/